VERSION

Politique - Science - Education- Societé- Economie-Technologies

Le Quotidien Numérique d' Afrique

du lundi 24 janvier 2022

7 jrs/7

N°1841 02 BP 5805 Ouagadougou 02 Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 41 10 00 BURKINA FASO Téléchargeable Prix : 0,30 €/200 FCFA

www.quotidiennumerique.com Autorisation officielle n°1699/2017/CAO/TGI.OUA/P.F.

Afrique du Sud : Des lions infectés par le Covid

Page 5





Le Burkina Faso va-t-il connaitre un autre coup de force ?

Page 17

Nigeria: Coupé du réseau national d'électricité, Maiduguri s'organise

Page 14



Des trombes d'eau meurtrières s'abattent sur Madagascar

Page 11



La tension ne baisse pas entre l'Algérie et le Maroc

Page 6



SOUDAN

L'UNICEF demande la fin des violations graves contre les enfants



« Des garçons et des filles âgés d'à peine 12 ans ont été placés en détention », a ajouté M. Chaiban

De nombreuses violations des droits humains ont été signalées depuis le 25 octobre, date de la prise du pouvoir par l'armée. L'on dénombre plus de 20 manifestants tués et plus de 100 blessés. Parmi les victimes, on dénombre aussi les enfants, victimes collatérales.

Au moins neuf enfants ont été tués et 13 blessés dans des violences au Soudan depuis octobre 2021, a indiqué jeudi le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Il affirme que « les violations graves contre les enfants soudanais doivent cesser ». Cette répression n'épargne pas les plus jeunes. Selon l'agence onusienne, plus de 120 violations graves contre des enfants ont été vérifiées à travers le Soudan depuis le coup d'État militaire du 25 octobre dernier et « la plupart des violations concernaient des adolescents ».

« Les enfants ne sont pas une cible, y compris pendant les conflits ou les événements politiques », a conclu le responsable de l'UNICEF, insistant sur le fait que « l'usage excessif de la force contre les civils, y compris les enfants, doit cesser ». Par ailleurs, les services de la Haute-Commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, ont indiqué mardi dernier que des manifestants pacifiques sont tués ou blessés presque quotidiennement par les forces de sécurité.

Pour la seule journée de lundi, les forces de sécurité ont brutalement dispersé des manifestants à Khartoum, faisant sept morts et blessant

La suite à la page 3

La suite de la page 2



« La plupart des violations concernaient des adolescents »

des dizaines de manifestants par balles réelles. «Des statistiques crédibles du Comité central des médecins soudanais montrent que 71 personnes ont été tuées et plus de 2.200 blessées par les forces de sécurité de l'État lors de manifestations depuis le coup d'État du 25 octobre 2021 «, avait déclaré, lors d'un point de presse mardi à Genève, une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani. Sur ce total, 17 ont été tuées depuis le début de l'année.

L'UNICEF réitère donc son appel aux autorités soudanaises pour qu'elles protègent les enfants du Soudan contre les atteintes et la violence à tout moment.

Fatimata COMPAORE

Simone Gbagbo veut participer au dialogue entre le pouvoir et l'opposition

Des confidences du quotidien français Le Monde, l'ancienne première dame ivoirienne Simone Gbagbo a demandé mercredi 19 janvier à être invitée au dialogue politique entre le gouvernement et l'opposition qui doit reprendre jeudi, appelant l'exécutif à y associer davantage d'acteurs.

«Toutes les forces vives de la nation» doivent être associées au dialogue politique, a-t-elle plaidé lors d'un point de presse qui rassemblait autour d'elle plusieurs organisations politiques et de la société civile qui n'ont pas été conviées et rapporté par le journal Le Monde. Le dialogue entre le pouvoir et les principaux partis d'opposition avait brièvement repris le 16 décembre 2021 avant d'être interrompu pour laisser aux différents acteurs plus de temps pour faire des propositions. Ce dialogue, souligne cette source, vise à décrisper le climat politique après les violences électorales de la présidentielle d'octobre 2020 qui avaient fait 85 morts et 500 blessés. Si avec les législatives pacifiques de mars 2021 et le retour, trois mois après, de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, acquitté par la justice internationale, plusieurs signes d'apaisement sont perceptibles mais, déplore le média français, certains points de

La suite à la page 5

CÔTE D'IVOIRE

La suite de la page 3



L'ex première dame, Simone Gbagbo, plaide pour l'inclusion de toutes les forces vives de la Nation au dialogue en cours entre pouvoir et opposition

tensions demeurent. Fin décembre, le procureur d'Abidjan Richard Adou avait indiqué que plusieurs figures de l'opposition étaient toujours poursuivies pour les violences électorales de 2020. Les deux principales formations d'opposition, le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de l'ancien président Bédié et le Parti des peuples africains (PPA-CI) de Laurent Gbagbo, s'étaient alors interrogées «sur la sincérité du dialogue politique». De son côté, Simone Gbagbo a salué mercredi ce dialogue comme une démarche «salutaire» et a appelé à la rédaction d'une nouvelle Constitution. «Cette constitution n'est pas consensuelle, elle a exacerbé les tensions et divise davantage les populations», a-t-elle déclaré, en référence aux violences meurtrières qui ont émaillé la réélection d'Alassane Ouattara en 2020, pour un troisième mandat controversé. Elle a également souhaité la mise en place d'une commission électorale «véritablement indépendante», dans laquelle les membres n'appartiennent pas aux partis politiques ou au gouvernement. Amnistiée par la justice ivoirienne en 2018, fait noter Le Monde, Simone Gbagbo n'est plus poursuivie pour crimes contre l'humanité dans la crise de 2010-2011 par la Cour pénale internationale (CPI) depuis juillet 2021. Elle effectue peu à peu son retour sur la scène politique: depuis septembre dernier, elle est la marraine du Mouvement des générations capables, une plate-forme réunissant ses mouvements de soutien.

Abdoul Karim TAPSOBA

AFRIQUE DU SUD

Des lions infectés par le Covid



Trois lions et deux pumas ont été confirmés atteints du coronavirus, selon une récente étude en Afrique du Sud

Selon une étude menée par des scientifiques de l'Université de Pretoria, les lions et les pumas d'un zoo sud-africain auraient contracté le Covid auprès de leurs maîtres selon la BBC.



Les animaux atteint de Covid-19 se sont complètement rétablis après 23 jours

Les scientifiques mettent en garde contre le risque d'émergence de nouvelles variantes si le virus «s'établit dans d'autres réservoirs animaux» et se transmet à l'homme. En effet, l'étude a été réalisée après que les animaux sont tombés malades avec des symptômes similaires au coronavirus chez les êtres humains, à savoir des difficultés respiratoires, un nez qui coule et une toux sèche. Les tests Covid sur les animaux se sont révélés positifs, a noté la recherche, avec des données suggérant qu'ils ont

La suite à la page 6

COOPERATION

La suite de la page 5

contracté le virus du personnel qui les manipule, a indiqué la BBC.

Des recommandations établies pour le traitement des animaux

La recherche, intitulée SARS-CoV-2 Reverse Zoonoses to Pumas and Lions, South Africa, a également révélé que les trois lions étaient infectés par la variante Delta, alors que l'un des pumas était infecté lors de la première vague de la pandémie mais n'était pas génétiquement analysé, selon l'agence Anadolu. Les auteurs ont noté que les gardiens du zoo avaient un coronavirus circulant parmi eux à l'époque mais ne présentaient aucun symptôme. Ils ont recommandé des mesures telles que le port de masques et le contrôle des infections lorsqu'ils traitent avec des animaux captifs. La recherche a été publiée dans la revue à comité de lecture Viruses.

Depuis le début de la pandémie, des visons infectés par le coronavirus au Danemark ont été abattus et Hong Kong a déclaré mardi que 2 000 petits animaux, dont des hamsters, seraient abattus après que certains aient été testés positifs pour la maladie.

Pierre Oued.

La tension ne baisse pas entre l'Algérie et le Maroc



La frontière entre l'Algérie et le Maroc fermée depuis vingt-cinq ans est la plus surveillée

La guerre des Sables d'octobre 1963 est un conflit militaire opposant le Maroc et l'Algérie, peu après l'indépendance de celle-ci. Après plusieurs mois d'incidents frontaliers, la guerre ouverte éclate dans la région algérienne de Tindouf et Hassi Beïda, puis s'étend à Figuig au Maroc. Les combats cessent le 5 novembre, et l'Organisation de l'unité africaine obtient un cessez-le-feu définitif le 20 février 1964, laissant la frontière inchangée.

Selon RFI, la frontière entre l'Algérie et le Maroc fermée depuis 25 ans est la plus surveillée qui existe entre deux pays arabes. Depuis le coup d'arrêt de leurs relations diplomatiques cet été, l'Algérie considère sa frontière avec le Maroc

La suite à la page 7

COOPERATION

La suite de la page 6



Alger et Rabat semblent engagés dans une course à l'armement

comme un « secteur militaire hautement sensible «. Elle y a récemment déployé des missiles. La tension monte depuis la mort, en novembre 2021, de trois camionneurs algériens, tués par des drones marocains près de la Mauritanie. Alger avait menacé de répercussions et s'inquiète surtout de la signature de plusieurs accords sécuritaires entre Rabat et Tel-Aviv à la suite de la normalisation entre les deux pays.

L'Algérie ne nie pas les informations parues dans la presse citant des sources militaires faisant état d'un déploiement de matériel militaire de contrôle sophistiqué, de fabrication russe, à la frontière avec le Maroc. Il s'agit du premier système de surveillance électronique de cette importance déployé en Afrique. Il comprend des caméras ultra-sensibles dotées de vision nocturne capables de détecter tous mouvements humains ainsi que des radars. La tension sans précédent entre les deux pays ne faiblit pas te leurss capitales, Alger et Rabat, semblent engagées dans une course à l'armement.

Officiellement, les autorités algériennes affirment vouloir mieux contrôler cette frontière. Selon elles, les systèmes de surveillance installés sont destinés à lutter contre les trafics qui profitent aux terroristes. Le Maroc est systématiquement accusé de transporter de la drogue en Algérie à travers sa frontière où l'armée marocaine s'est déployée pour la première fois, il y a quelques jours.

Notre source a ajouté que l'Algérie et le Maroc ont augmenté leurs budgets militaires pour 2022, craignant un affrontement militaire. Rabat a ainsi acheté des systèmes terrestres de défense aérienne très développés. Quant à l'Algérie, elle discute avec Moscou, son unique partenaire, pour acquérir les missiles S 500 et la quatrième génération de l'avion Su-57.

Fatimata COMPAORE

ECONOMIE

Le FMI attend des “réformes très profondes” de la Tunisie

D’après Africanews, rfi, TV5 Monde que nous avons consultés, la Tunisie fait face à sa plus grande récession depuis 1956. Son économie a été lourdement affectée par la crise politique et la pandémie de Covid-19. Le pays espère une aide du FMI, mais celle-ci dépend des réformes profondes, selon Jérôme Vacher, représentant du Fonds monétaire international (FMI) en Tunisie.



Pour Jérôme Vacher du FMI, la Tunisie doit réformer la fonction publique qui absorbe plus de la moitié des dépenses annuelles de l’Etat

Avec un taux de chômage qui dépasse les 18% et une dette publique de près de 100% du PIB fin 2021, la Tunisie connaît sa pire récession depuis 1956. Pour redresser son économie, le pays a besoin d’une aide financière. Le gouvernement s’est donc tourné vers le Fond monétaire international (FMI) pour demander un nouveau programme d’aide. Une aide qui doit aller de paire avec des “réformes très profondes», selon l’institution financière. Son représentant en Tunisie, Jérôme Vacher, cité par rfi, la Tunisie doit mener «des réformes très profondes», notamment pour réduire le poids de la fonction publique qui atteint l’un des niveaux «les plus élevés au monde».

Le budget de l’État pour 2022 s’élève à 57.2 milliards de dinars (environ 17.6 milliards d’euros), soit une hausse de 3,2% par rapport à celui de 2021, a indiqué, en décembre dernier, la ministre des Finances, Sihem Boughdiri. Le déficit budgétaire prévu en 2022 va atteindre 8.5 milliards de dinars (2,6 milliards d’euros), ce qui représente 6,2% du PIB. De plus, en Tunisie, le taux de chômage dépasse les 18 % et est élevé aussi parmi les jeunes diplômés.

Réformer prioritairement la fonction publique

Point prioritaire pour Jérôme Vacher : la réforme

La suite à la page 9

LIBYE

La suite de la page 8



La dette publique, les crises socio-politiques et la pandémie ont contribué à plomber l'économie tunisienne en quête désormais d'une aide financière

de la fonction publique qui représente 650 000 fonctionnaires absorbant plus de la moitié des dépenses annuelles de l'Etat. «À notre sens, c'est une économie qui a besoin de réformes très profondes, de réformes structurelles, notamment pour améliorer l'environnement des affaires, mais ça passe aussi par une correction des déséquilibres macroéconomiques, une amélioration de la situation budgétaire, une réforme profonde des entreprises publiques», a détaillé Jérôme Vacher. Le FMI préconise aussi d'accompagner une refonte du système des subventions par des mécanismes de compensation à destination des populations plus défavorisées. Par ailleurs, certes la morosité économique est bien présente, mais la Tunisie dispose de nombreux atouts. Une croissance de plus de 3% et un capital humain et technologique important.

Les autorités tunisiennes se disent optimistes sur la possibilité d'un accord du FMI avant la fin du premier trimestre 2022. Mais selon Jérôme Vacher, les discussions n'en sont qu'à un stade préliminaire et le FMI veut d'abord «comprendre quelles sont les intentions du pays en matière de réformes économiques».

Line Rose

Les élections en Libye pourraient se tenir en juin, selon l'ONU

La Libye devrait organiser probablement ses élections générales en juin 2022 après avoir raté la date limite de décembre 2021 pour élire son premier président depuis l'éviction et l'assassinat en 2011 du président Mouammar Kadhafi, a rapporté Africa News.

La conseillère spéciale de l'ONU pour la Libye, Stephanie Williams, a déclaré à l'Associated Press dimanche 16 janvier qu'il est toujours «très raisonnable et possible» pour les 2,8 millions d'électeurs du pays de voter d'ici juin conformément à l'ONU, indique Africa News. L'incapacité du pays à organiser sa toute première élection présidentielle a été une surprise pour de nombreux organismes

La suite à la page 10

LIBYE

La suite de la page 9



Le report du vote pourrait ouvrir une vacance de pouvoir



William appelle les Libyens à vite organiser les élections pour garantir la stabilité du pays

internationaux particuliers qui avaient mis en place des mesures pour garantir que les élections puissent avoir lieu en décembre. Williams, qui a dirigé les efforts de l'ONU pour mettre fin à la dernière session de violence en Libye en 2020, a déclaré que des élections étaient nécessaires dans le pays pour donner de la crédibilité aux institutions du pays. «Toutes les institutions souffrent d'une crise de légitimité», a-t-elle déclaré. «Je ne vois pas d'autre issue pour la Libye qu'un processus politique pacifique.»

Des candidatures à la présidence ont encore polarisé la scène politique

Après avoir raté la date initiale, la commission électorale libyenne a proposé que les élections présidentielles aient lieu le 24 janvier, mais cela n'a pas pu être envisagé,selon la même source. Le pays a plongé dans le chaos après la rébellion de 2011, soutenue par l'OTAN et s'est scindé en gouvernements rivaux, l'un à l'est, soutenu par le commandant militaire Khalifa Haftar, et une autre administration soutenue par l'ONU dans la capitale de Tripoli, à l'ouest. Les législateurs libyens qui se sont réunis fin décembre l'année dernière pour examiner les questions qui ont forcé un report des élections présidentielles ont recommandé d'établir « une feuille de route applicable ». Williams a supplié les législateurs, de s'entendre sur un «processus clair, limité dans le temps». « Les Libyens veulent mettre fin à cette longue période de transition que le pays a connue depuis les événements de 2011. ». Déjà avec le report des élections, des personnalités controversées déclarant des candidatures à la présidence ont encore polarisé la scène politique, ces derniers mois. Parmi eux figurent Hifter, le Premier ministre Abdul Hamid Dbeibah et Seif al-Islam Kadhafi, le fils du dictateur déchu et ancien héritier présomptif

Pierre Oued.

MADAGASCAR

Des trombes d'eau meurtrières s'abattent sur Madagascar



Après 3 semaines de sécheresse, la capitale malgache est en proie à de grandes inondations

Le climat à Madagascar se caractérise par une saison sèche, d'avril à octobre, et une saison des pluies de novembre à mars. En saison sèche, les températures à Madagascar sont de 30°C sur les côtes à 25°C sur les hauts plateaux. À noter que la température peut descendre à -15°C sur les sommets.

Durant la saison des pluies, les températures oscillent entre 27 et 30°C. Avec le changement climatique, les pluies sont devenues meurtrières ces dernières années. Selon RFI, les Hautes-Terres subissent depuis lundi 17 janvier des précipitations d'une rare intensité qui ont pris complètement de court la population. Dix morts, des blessés et plus de 500 personnes évacuées : c'est le premier bilan causé par les pluies diluviennes qui se sont abattues 48h durant sur la capitale de la Grande Île et ses environs. Le bilan devrait encore s'alourdir : il a plu quasiment sans discontinuer toute cette nuit du 17 au 18 janvier. La capitale malgache qui souffrait de sécheresse, il y a à peine trois semaines, est désormais en proie à de grosses inondations. Les trois rivières de la plaine d'Antananarivo sont en crue. La Sisaony est montée de 3,50 m en moins de 24h. Des digues ont cédé. Le Marais Masay, vaste étendue d'eau en plein cœur de la capitale, a complètement débordé. Les bas quartiers ont été submergés. Des glissements de terrain et effondrements

La suite à la page 12

ÉTHIOPIE

La suite de la page 11



Des inondations ici aux conséquences incalculables

de murs de soutènement ont, eux, été meurtriers.

Notre source explique que toute la journée, les équipes du corps de protection civile, les sapeurs-pompiers et les techniciens de l'Autorité pour la protection contre les inondations de la plaine d'Antananarivo, ont été à pied d'œuvre pour évacuer la population sinistrée, réparer les digues ou pomper l'eau dans les établissements publics inondés. Parmi les plus touchés, le ministère des Affaires étrangères et le Centre de traitement Covid de Soamandrakizay.

D'après les services météorologiques, cette dépression, caractéristique des pluies estivales tropicales, devrait quitter les Hautes-Terres vendredi pour se déplacer vers le nord de l'île. De fortes pluies sont attendues dès vendredi sur Nosy Be et sa région. Les autorités alertent d'ores et déjà la population sur le risque d'une formation de tempête tropicale en fin de semaine au large de la côte centre-est de l'île.

Fatimata COMPAORE

L'Éthiopie demande une enquête sur le directeur de l'OMS



L'Ethiopie a demandé une enquête visant Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS (photo) pour "forfaiture"

Le gouvernement éthiopien a demandé à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) d'enquêter sur son propre patron, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Il est accusé par le régime d'Addis Abeba de soutenir les rebelles du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF), selon Franceinfo et Africanews.

Le gouvernement éthiopien réclame l'ouverture d'une enquête contre Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, pour «forfaiture et violation de sa responsabilité professionnelle et légale». Addis-Abeba a accusé le responsable de l'OMS, de «désinformation nuisible» et de «mauvaise conduite» concernant le conflit dans le pays. Dans un communiqué publié jeudi dernier, rapporté par Africanews, le gouvernement éthiopien a déclaré

La suite à la page 13

ÉTHIOPIE

La suite de la page 12



Au moins 108 civils ont été tués au Tigré depuis janvier 2022, selon le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH)

qu' «il s'est ingéré dans les affaires internes de l'Éthiopie, y compris dans les relations de l'Éthiopie avec l'État d'Érythrée». Selon le communiqué, le directeur général de l'OMS pourrait menacer l'intégrité de l'organisme de santé. Pour Addis Abeba, Tedros lui a imputé des actes de guerre qui ont été menés par les rebelles du Front de libération du peuple du Tigré (TPLF).

Le Tigré, un enfer sans pareille

"Nulle part ailleurs dans le monde nous assistons à un enfer comme au Tigré", avait déclaré le directeur de l'OMS, selon France info. Il est «épouvantable et inimaginable à notre époque, au XXIe siècle, qu'un gouvernement refuse à son propre peuple, depuis plus d'un an, l'accès à la nourriture, aux médicaments et à tout ce qu'il faut pour survivre», avait-il ajouté en appelant à une résolution «politique et pacifique» du conflit. Ce sont entre autres ces commentaires de Tedros Adhanom Ghebreyesus qui n'ont pas été du goût du gouvernement d'Addis Abeba qui reclame des poursuites judiciaires contre lui.

108 civils tués à ce jour

Pourtant, les nouvelles qui viennent du terrain ne sont pas bonnes. Selon le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH), 108 civils ont été tués et 75 blessés dans la région du Tigré par des frappes aériennes depuis le début de l'année. Des frappes que Liz Throssell, porte-parole du HCDH, a imputé aux forces d'Addis Abeba. Throssell a appelé les autorités éthiopiennes et leurs alliés à assurer la protection des civils conformément au droit international. Dans le même temps, le Programme alimentaire mondial annonçait l'arrêt imminent de ses activités dans le nord du pays, en raison d'intenses combats. De quoi apporter de l'eau au moulin du Dr Tedros.

Pour l'heure, l'OMS a affirmé que la plainte d'Addis Abeba n'a rien changé à son travail. "Elle va continuer à demander au gouvernement éthiopien d'autoriser l'accès de l'aide humanitaire aux sept millions de personnes qui vivent au Tigré, en Ethiopie, et qui subissent, de fait, un blocus, depuis plus d'un an», a déclaré l'institution, selon France info.

Line Rose

NIGERIA

Coupé du réseau national d'électricité, Maiduguri s'organise

La capitale régionale Maiduguri est privée d'électricité publique depuis plus d'un an, conséquence du sabotage d'une tour électrique par les hommes du groupe État islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap) en janvier 2021, rapporte Radio France Internationale (RFI).



De jeunes garçons travaillant sur des générateurs dans un atelier de la région de Bulabulin, à Maiduguri

Cette tour avait, selon le constat de RFI, été réparée deux mois plus tard, avant d'être de nouveau détruite par les jihadistes. Depuis lors, Maiduguri est coupée du réseau national. Dans son minuscule kiosque, Ahmed Hassan branche chaque jour plus d'une centaine de téléphones portables à même le sol. Une recharge coûte moins d'un euro pour les habitants du quartier, précise ce média. «Avant le sabotage des lignes électriques, on avait peut-être 30, 40 ou 50 personnes qui venaient ici chaque jour. Maintenant, c'est 80 ou 100 clients par jour. Nous avons décidé d'augmenter le tarif à 40 nairas (moins de 10 centimes d'euros) suite à l'augmentation des prix du carburant. Avant, c'était deux fois moins cher, seulement 20 nairas», a-t-il confié à RFI. La coupure totale de l'électricité a changé la vie quotidienne à Maiduguri. Difficile de conserver de la nourriture dans ces conditions. Comme les pompes électriques sont à l'arrêt, beaucoup n'ont plus accès à l'eau courante. Pour faire tourner son épicerie, Umar Yahya doit s'en remettre à son groupe électrogène, comme tous les autres commerçants de la ville. «Je vends des blocs de glace, des sodas et des sachets d'eau potable. Bien sûr, c'était mille fois mieux quand on avait de l'électricité. L'essence coûte cher! Avant, un litre de carburant coûtait 220 nairas (50 centimes d'euros), mais aujourd'hui c'est 350 nairas le litre. Quand il y avait l'électricité publique, je faisais payer un bloc de glace 50 centimes, aujourd'hui c'est 80 centimes. C'est incomparable», a-t-il

La suite à la page 15

NIGERIA

La suite de la page 14



Maiduguri est l'un des épicentres du terrorisme au Nigeria

déclaré.

Maiduguri, une zone sous emprise terroriste

L'insécurité est l'une des premières causes de l'explosion de l'inflation au Nigeria. Cette région, rappelle La radio du monde, située au nord-est du pays, est en proie à l'invasion de Boko Haram depuis plus de dix ans. Varun Sivanandan, le gérant indien d'un hôtel confortable de Maiduguri, a aussi revu ses tarifs à la hausse, + 15% en moyenne depuis un an. «Quand il n'y a pas d'électricité, le commerce stagne. Tout notre argent part dans l'achat d'essence. Nos deux groupes électrogènes fonctionnent 24 heures sur 24, par tranche de 12 heures chacun. Mais là, nous allons devoir en acheter un troisième», a-t-il affirmé. Les seuls à tirer leur épingle du jeu, tempère le média français, sont les vendeurs d'essence et bien sûr, les commerces de générateurs comme celui d'Iliya Ahmadu. «Pour moi, le commerce est bien meilleur que lorsqu'il y avait de l'électricité publique à Maiduguri! Dès que les groupes électrogènes arrivent de Lagos, les gens se précipitent! En quelques jours, je les ai tous vendus». Cette pénurie a également permis de lancer en urgence la construction d'une centrale au gaz de 50 MV afin d'approvisionner la ville en électricité. Un projet qui a été approuvé au mois d'octobre par le gouvernement fédéral, a conclu RFI.

Abdoul Karim TAPSOBA

BURKINA FASO

Mutineries dans plusieurs casernes du pays



Des soldats se sont mutinés, dimanche 23 janvier, au petit matin, dans plusieurs casernes du Burkina Faso, avec des tirs nourris à l'arme lourde. Dans la matinée du dimanche, un communiqué du gouvernement a indiqué que la situation était sous contrôle et des échanges s'ouvriraient avec les portes-paroles des tireurs.

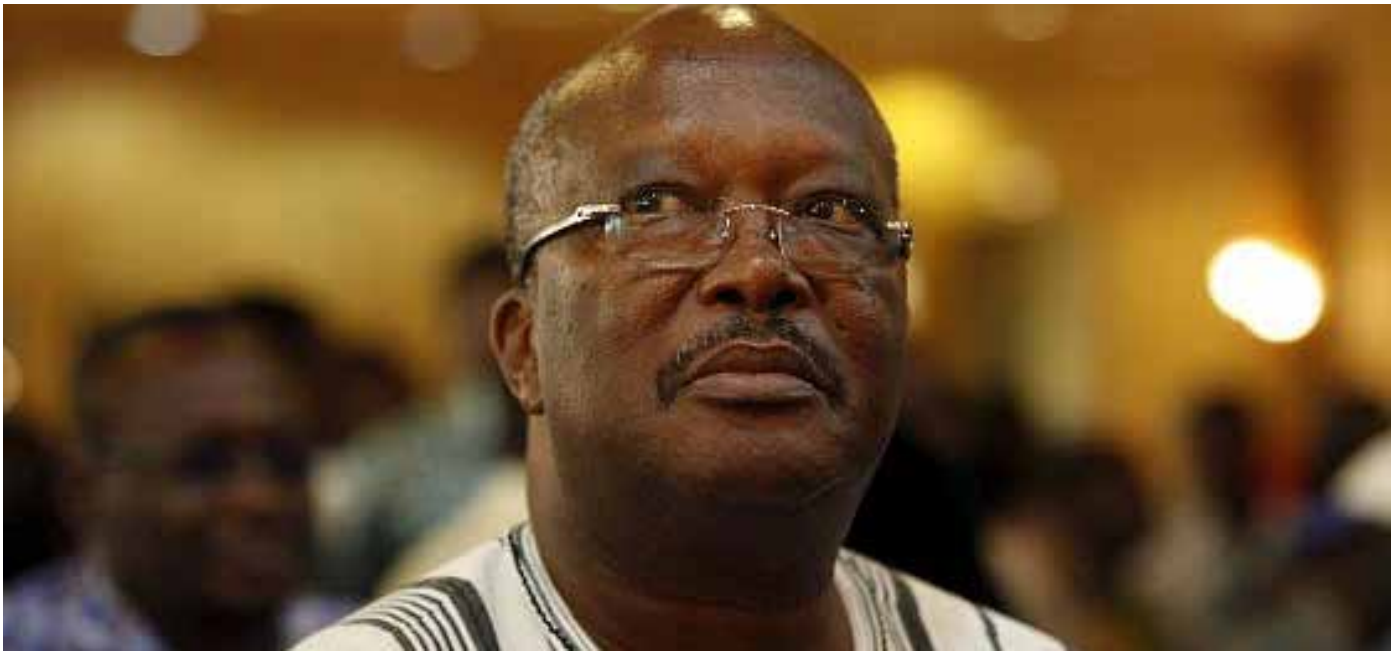
Au lendemain d'une marche interdite, les soldats ont exprimé leur colère par des tirs nourris dans plusieurs casernes du Burkina. A Ouagadougou, c'est le camp Sangoulé Lamizana, le camp Baba Sy et dans les encablures de la présidence de la république qui ont été les zones de tirs nourris à l'arme lourde dans le dernier tiers de la nuit du 22 au 23 janvier. Idem à Kaya au Centre-nord et à Ouahigouya au Nord, selon des sources. Des informations reçues, il ressort que les militaires réclament le départ des chefs de l'armée et des «moyens plus adaptés» à la lutte contre les jihadistes. Des manifestants favorables aux militaires se seraient attaqués au siège du parti au pouvoir à Ouagadougou. Dans la journée, le calme est revenu dans la capitale Ouagadougou. Plus tôt, le ministre en charge des Armées, le Général Barthélemy Simporé, a indiqué à la télévision nationale que la situation est suivie avec attention et qu'aucune institution n'avait été inquiétée. Il a aussi indiqué que des échanges seraient engagés avec les répondants des mutins pour savoir les raisons des mutineries. Un couvre-feu a été instauré de 20 h de la nuit à 5 h du matin.

On attend de voir la suite des évènements.

Lonsani SANOGO

BURKINA FASO

Le Burkina Faso va-t-il connaitre un autre coup de force ?



Après le colonel Mamadi Doumbouya en Guinée et Assimi Goïta au Mali, le Burkina Faso deviendra-t-il le troisieme pays d'Afrique de l'Ouest à subir un coup de force militaire ?

Après la nuit du 23 au 24 janvier passée sous couvre-feu, il y a eu de nouveaux tirs entendus dans plusieurs endroits de la ville de Ouagadougou comme le quartier Gounghin et le quartier de la résidence privée du Président Kaboré. Peu d'informations circulent à cause des restrictions d'internet, mais plusieurs sources annoncent un coup de force. Le Président Kaboré, le Président de l'Assemblée, le Premier Ministre et le Ministre de la Défense seraient seraient en lieux sûrs.

Exaspérés par les failles et le manque de moyens dans la lutte contre le djihadisme, des soldats se sont mutinés dans la nuit du samedi au dimanche dans plusieurs casernes du Burkina Faso. En effet, les premiers “tirs nourris” ont éclaté au milieu de la nuit dans le principal camp militaire, le camp Sangoulé Lamizana qui abrite la prison militaire, Maca. Les tirs se sont poursuivis dans la journée dans plusieurs casernes de la capitale et dans certaines provinces tels Kaya et Ouahigouya, selon les médias locaux. Si le calme semblait être revenu dans la soirée, les rumeurs de coup d’État se sont immédiatement répandues sur les réseaux sociaux, avant d’être démenties par une source gouvernementale.

Malgré les appels au calme et les assurances que les militaires ne cherchent pas à renverser le pouvoir; dans un pays tristement habitué aux coups d’État, à entendre

La suite à la page 18

BURKINA FASO

La suite de la page 17



Paul-Henri Sandaogo Damiba serait cité pour être l'homme fort de la situation

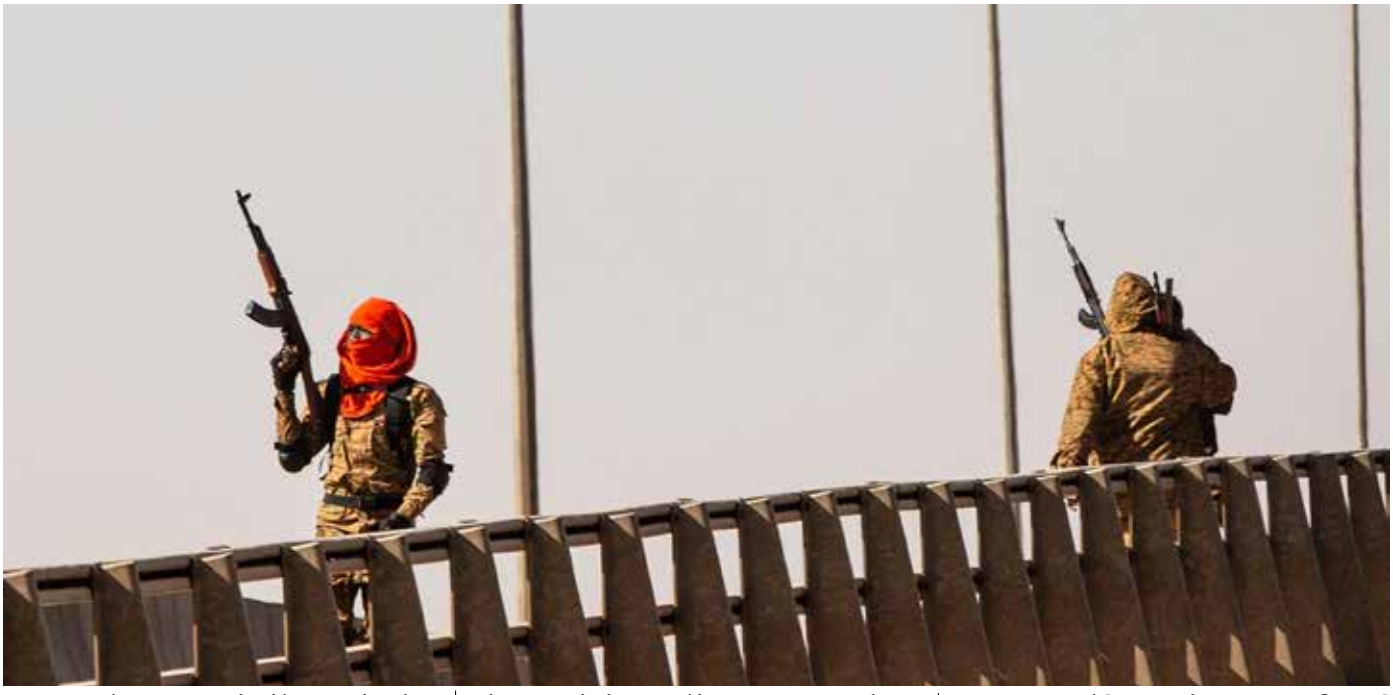
le ministre de la Défense, Barthelemy Simporé sur les ondes de la télévision nationale, personne n'était guère convaincu cependant que la mutinerie soit vraiment "sous contrôle".

Et ce qui devait arriver arriva. D'aucuns parlent d'affrontements entre soldats loyalistes et putschistes. La situation était confuse à Ouagadougou ce lundi 24 janvier. Le chef de l'Etat serait détenu par des soldats mutins dans un camp militaire, selon France 24. Ainsi, une semaine seulement après un coup d'Etat avorté, le président civil, réélu en novembre 2020 pour un second mandat, fait face à un coup de force. Une information relayée sur les réseaux sociaux confirme l'arrestation de Roch Marc Christian Kaboré par les hommes en arme menés par le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba. Avant l'arrestation du Chef de l'Etat, des tirs avaient été entendus autour de sa résidence privée. Selon les sources bien introduites, le Président a été arrêté et placé en résidence surveillée dans un camp militaire. Paul-Henri Sandaogo Damiba réclamait,-il comme au Mali et en Guinée, à Roch Marc Christian Kaboré de démissionner de sa fonction de Président du Burkina Faso? La situation dans le pays reste toujours confuse en attendant d'autres déclarations officielles.

Pierre Oued.

BURKINA FASO

Vers un autre coup d'Etat au Burkina? Les premières déclarations attendues



Ouagadougou vit-il un air de putsch ces dernières heures? Difficile d'y répondre, mais depuis l'intervention du ministre des Armées, le Général Barthélémy Simporé, qui a rassuré les populations après les tirs nourris à l'arme lourde, dans la nuit du 22 au 23 janvier jusqu'au matin, en indiquant que les mutineries étaient sous contrôle, le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, ne s'est pas exprimé. Ce 24 janvier, les Ouagalais se sont réveillés dans le doute et la confusion. Des tirs sporadiques entendus la nuit précédente, avec le silence des autorités jusqu'ici, alimentent les rumeurs sur un coup d'Etat que certaines sources confirment, dans l'anonymat. France 24 a même indiqué que le président du Faso, son premier ministre, le président de l'Assemblée et le ministre des Armées sont aux arrêts. Les médias officiels comme la Radiodiffusion nationale ou la Télévision d'Etat restent muets sur le sujet pour l'heure. La radio RFI (France) a avancé ce matin, citant des sources militaires, que le président Kaboré serait aux mains des mutins qui l'auraient amené en caserne. Vrai ou faux? Aucune communication officielle n'a encore démenti ou confirmé ces informations. On attend donc de voir dans les heures qui suivent les déclarations officielles sur une situation de coup d'Etat qui surprend moins l'opinion au regard des arrestations récentes de militaires soupçonnés de fomenter un putsch et vu les statistiques de tueries liées au terrorisme sur le sol burkinabè, suivies des marches /meetings interdits des organisations de la société civile exigeant plus de moyens pour les Forces de défense et de sécurité pour faire face aux terroristes ou demandant le départ du président Kaboré.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Nigeria : Fintech Farm prévoit lancer une néobanque d'ici 2 ans



Après une première expérience de banque digitale en Azerbaïdjan, en novembre dernier, selon l'Agence Ecofin, l'entreprise britannique Fintech Farm veut poursuivre l'initiative en lançant au cours des deux prochaines années, des banques digitales en Afrique et en Asie. Le Nigeria est le premier pays ciblé par la structure, basée au Royaume-Uni. Elle prévoit de s'y déployer, d'ici le premier trimestre 2022. Pour financer ses projets de création de néobanques, elle a levé 7,4 millions $ au cours d'une opération dirigée par les firmes d'investissement Flyer One Ventures et Solid. Plusieurs autres investisseurs y ont participé, a précisé notre source.

Les Maliens vulnérables pourraient «payer le prix» de lourdes sanctions, préviennent les groupes humanitaires



Plus d'une douzaine d'organisations humanitaires ont demandé des exemptions humanitaires aux lourdes sanctions imposées au Mali, après que les dirigeants militaires ont reporté les élections prévues en février. Une lettre conjointe signée par les ONG, y compris l'International Rescue Committee (IRC), Care et le Conseil norvégien pour les réfugiés, a déclaré que "pour poursuivre leur travail efficacement, les acteurs humanitaires doivent avoir un accès sans entrave pour le transport de biens vitaux, y compris la nourriture et les médicaments, ainsi que des garanties qu'ils peuvent transférer des fonds dans le pays sans violer les sanctions".

Les femmes migrantes ont du mal à s'intégrer chez elles



Les femmes ont plus de difficultés à se réintégrer dans la communauté après leur retour dans leur pays d'origine que les hommes, selon une étude de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Dans le rapport qui a interrogé les femmes rapatriées en Somalie, au Nigeria, en Gambie, au Bangladesh et en Afghanistan, il a été constaté que les femmes avaient du mal à trouver des emplois, des opportunités de formation et des soins de santé. «Les femmes ont également signalé avoir été maltraitées et exploitées en tant que travailleuses migrantes. L'analyse des données a confirmé que la réintégration était plus durable pour les rapatriés volontaires que pour les rapatriés forcés», a déclaré l'OIM.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Libye : Vers une réunification de la Banque centrale



La Banque centrale de Libye a déclaré, jeudi dernier, avoir entamé un processus de réunification après avoir été divisée pendant des années durant la guerre civile. Dans un communiqué publié vendredi, la Banque centrale indique que la réunification de ses institutions sera mise en œuvre par étapes. Ce pas vers l'unification intervient après que les élections du pays ont été retardées le mois dernier, remettant en question sa transition vers la démocratie, selon l'AFP.

Angola : 327 millions de dollars dans l'exploration aurifère



Plus de 48 millions de dollars ont été investis dans l'exploration aurifère en Angola depuis 2019, a révélé l'administrateur exécutif de l'Agence nationale des ressources minérales (ANRM), João Chimuco. « L'Angola compte 24 projets de prospection, dont 17 sont inopérants et huit en exploitation, dont un à l'arrêt, situés dans les provinces de Huíla, Cunene, Huambo, Cabinda, Bengo, Cuanza Norte et Zaire », a déclaré Chimuco lors d'une rencontre à Lubango (Huíla) sur l'extraction de métaux précieux en Angola.

Le Sénégal se met à brasser de la bière



Deux micro-brasseries se sont lancées et proposent de la bière artisanale aux consommateurs sénégalais. Du jamais vu dans le pays, a indiqué franceinfotv. Un nouveau marché est en train d'émerger au Sénégal : celui de la bière artisanale. Plutôt habitués aux bières industrielles comme la Flag ou la Gazelle, les consommateurs sénégalais découvrent les saveurs de bières brassées dans le pays, depuis que deux micro-brasseries se sont lancées. La petite dernière est la maison Kalao, qui s'est lancée début décembre. Pour le moment, la production est toute petite, avec seulement 1 000 bouteilles par mois.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Afrique du Sud : Des descendants d'indigènes vent debout contre Amazon



Le projet d'Amazon d'installer son siège africain au Cap dans un immense projet immobilier avec 70 000 m2 de bureaux est remis en cause devant la justice par les descendants des premiers Sud-Africains, les Khoïsans, qui défendent des terres considérées comme sacrées, selon Euronews. Le projet d'une valeur de quatre milliards de rands (231 millions d'euros) doit abriter un gigantesque complexe commercial et résidentiel, ainsi que des bureaux sur une surface équivalente à dix terrains de football. Amazon, qui engrange chaque année des milliards d'euros de bénéfices, doit en être le principal locataire.

Soudan : Une délégation américaine met la pression sur les autorités à Khartoum



Dans un communiqué de l'ambassade américaine à Khartoum, cité par RFI, la secrétaire d'État adjointe Molly Phee et l'envoyé spécial des États-Unis pour la Corne de l'Afrique, David Satterfield, condamnent l'usage disproportionné de la force contre les manifestants. Ils évoquent notamment l'utilisation de balles réelles, de violences sexuelles et de détentions arbitraires. Ils appellent à une enquête indépendante pour que les responsables soient jugés. Washington ne reprendra pas son assistance au gouvernement soudanais, soit 700 millions de dollars d'aide d'urgence suspendu en octobre, tant que les violences ne cesseront pas et qu'il n'y aura pas un retour à un gouvernement civil.

La Zambie espère une validation de l'accord préliminaire de financement avec le FMI



La Zambie pourrait obtenir une validation définitive de l'accord de facilité élargie de crédit (FEC) en cours de négociations avec le Fonds monétaire international (FMI), d'ici à la fin du premier semestre 2022. C'est ce qu'a indiqué, le vendredi 21 janvier 2022 , le ministre des Finances zambien, Situmbeko Musokotwane (photo), lors d'une rencontre avec des acteurs du secteur bancaire, selon l'Agence Ecofin. En décembre 2021, la Zambie et le FMI étaient parvenus à un accord préliminaire pour la mise en place d'une FEC de 1,4 milliard $. Cependant, l'institution avait indiqué qu'un accord définitif ne serait possible que si Lusaka réalisait des efforts significatifs en matière de gestion de sa dette.

INFOS DES PAYS D'AFRIQUE

Rwanda/ Football : Mike Hilary et Jackson Mayanja annoncés à l'AS Kigali



Selon Africa Foot United, après le limogeage de l'entraîneur Eric Nshimiyimana, l'AS Kigali songe à signer les entraîneurs ougandais Mike Hilary et Jackson Mayanja pour diriger l'équipe vers le sacre. À en croire Swift Sports, les dirigeants et les techniciens ont déjà trouvé un accord. La signature pourrait être officielle cette semaine.

CAN : L'Algérie éliminée, la Côte d'Ivoire contre l'Egypte en 8e



Selon France 24, méconnaissable, l'armada de Djamel Belmadi, où Riyad Mahrez a tiré un penalty (60e) sur le poteau, a perdu toute sa magie et finit dernière de son groupe. Coup de massue pour l'Algérie: le champion d'Afrique en titre quitte piteusement la CAN dès le premier tour, encore battu par la Côte d'Ivoire (3-1), le jeudi 20 janvier 2022 à Douala. La Guinée équatoriale aussi verra les 8e de finale, grâce à sa victoire contre la Sierra Leone sur un but de Pablot Ganet qui porte encore la signature du génial Iban Salvador, son leader, passeur décisif.

Un chef d'Al-Shabaab arrêté au Mozambique



Les Forces de défense et de sécurité mozambicaines (FDS) ont annoncé avoir arrêté un haut dirigeant d'Al-Shabaab, le gang terroriste responsable de l'insurrection dans la province de Cabo Delgado. Identifié uniquement sous le nom d'Ali, 39 ans, le ressortissant tanzanien a été arrêté dans le district de Nangade avec six autres miliciens, selon des informations fournies par les forces de sécurité, citées par les médias locaux.

RDC : Le Chef de l'Etat promulgue la loi prorogeant l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu

Le Président de la République, Félix Tshisekedi, a promulgué la loi portant prorogation, pour la 15ème fois, de l'état de siège dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, dans une ordonnance rendue publique, mercredi dernier, sur les antennes de la Radio télévision nationale congolaise (RTNC).

Le Quotidien Numérique d'Afrique

EDITION CONTINENTALE
02 BP 5805 Ouaga 02 Burkina Faso
+ 226 76 60 97 21
contact@sc-mail.info
www.quotidiennumerique.com

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/ P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/ P.F

Administration
OTC MEDIA SARL

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Rédacteurs en Chef Délégués
Lonsani SANOGO
Leylatou TIENDREBEOGO

Equipe de rédaction
Lonsani SANOGO
Oumou KONATE
Roseline BADO
Leylatou TIENDREBEOGO
Fatoumata COMPAORÉ
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
Pierre OUEDRAOGO
Augustin NIKIEMA
Fiakofi KOSSI
Line Rose BAMBARA
Nang-Yanan RAOUL
Abdoul Karim TAPSOBA
Lucien DAKISSAGA

Équipes de montage
Djakaridja GHO
Romuald Aristide SOME
KOMBOÏGO Francis

Distribution
www.quotidiennumerique.com

Service Commercial
contact@sc-mail.info
(Abonnement, insertion, couverture médiatique)
+226 76 60 97 21
+226 61 08 03 03
+226 64 20 00 26

Retrouvez la version complète dans vos kiosques numériques

ekiosque — Cameroun
viaPRESSE.com — Europe - Amerique
Cdiscount — France
MONKIOSK.com — Côte d'Ivoire
fnac — Europe
viapress.be — Belgique
SOGAPRESSE — Gabon
ePresse — Europe - Amerique
Cultura — France
emediaplace — Afrique
France loisirs — France
scopalto — Europe
orange — Tous les pays Orange
Tego
YouScribe — Tous les pays qui ont Orange Money

ANNONCE


Le Quotidien Numérique
d' Afrique
Occupez
une page entière
dans votre
Journal
Votre Message Personnalisé
Sur une Page entière
TTC
A Seulement
≈ 90 €
≈ 104 $
≈ 59 000 FCFA
http://quotidiennum
Contacts : +226 76 20 00 26 / + 226 61 07 04 04
contact@sc-mail.info